



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

défense : archives

Question écrite n° 8781

Texte de la question

M. Jean-Pierre Balligand * attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le sentiment d'injustice qu'éprouvent les usagers des centres d'archives du ministère de la défense. En effet, la mise en application de l'arrêté du 28 juin 2006, publié au Journal officiel du 22 août 2006, et en particulier l'annexe 1, paragraphe 5, concernant l'institution d'une redevance forfaitaire de 5 euros par unité documentaire, pour la simple « mise à disposition sur place pour capture d'image » ne se justifie pas. Il ne paraît pas raisonnable de pénaliser de la sorte les usagers, étudiants, chercheurs, pour une simple capture d'image. La prise de photos numériques sans flash par les lecteurs est souvent encouragée dans les services d'archives pour son côté moins perturbateur de l'encre des documents anciens et évite entre autres l'écrasement des documents reliés. Il lui demande, par conséquent, de bien vouloir lui indiquer quelles dispositions il compte prendre pour remédier à cette situation.

Texte de la réponse

L'arrêté du 28 juin 2006 relatif à la rémunération de certaines prestations de reproduction du service historique et des centres d'archives du ministère de la défense fixe, dans son article 4 et au paragraphe 5 de son annexe 1, un prix forfaitaire de 5 euros par unité documentaire pour la « mise à disposition sur place pour capture d'image » d'un document écrit. La « mise à disposition sur place pour capture d'image » doit être comprise comme une prestation particulière permettant une prise de vue dans des conditions optimales. Il s'agit le plus souvent de documents spécifiques ne pouvant pas faire l'objet d'une consultation en salle de lecture en raison de leur format (cartes, registres, liasses..) ou nécessitant une manipulation minutieuse compte tenu de leur état de conservation. Dès lors, le service historique de la défense doit procéder, après rendez-vous pris préalablement par le lecteur, à la sortie des pièces d'archives demandées et à leur mise à disposition dans un lieu approprié. Les dispositions de rémunérations prévues à l'article 4 de l'arrêté du 28 juin 2006 ne sauraient donc remettre en cause les possibilités de capture d'image des documents consultables en salle de lecture à partir d'un appareil de photographie numérique, sous réserve que les procédés utilisés ne nuisent pas à la bonne conservation des documents (interdiction du flash ou de tout instrument qui serait en contact avec les documents) et ne gênent pas les autres lecteurs. Soucieuse de remédier aux problèmes d'interprétation de cette disposition de l'arrêté du 28 juin 2006, la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la défense prépare une note à l'attention des services d'archives de la défense précisant les modalités de sa mise en application et leur demandant d'en informer les lecteurs par voie d'affichage. Cette information a d'ores et déjà été mise en place au service historique de la défense depuis plusieurs semaines.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Balligand](#)

Circonscription : Aisne (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8781

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Défense
Ministère attributaire : Défense

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 30 octobre 2007, page 6636
Réponse publiée le : 25 décembre 2007, page 8221